

Entretien avec Josefa Sacko, commissaire à l'économie rurale et l'agriculture auprès de l'UA

Changement climatique : Il faut qu'on accélère la mise en oeuvre de l'Accord de Paris tout simplement

L'Afrique ne contribue que peu aux changements climatiques mais en subit de plein fouet les conséquences, particulièrement dans le milieu rural. Partant de là, le financement est un des points clés du débat international sur le changement climatique à moyen et à long termes. En effet, l'ampleur du défi à l'échelle mondiale impose des mécanismes de financement solides pour arriver aux objectifs attendus de l'Accord de Paris. D'importantes ressources financières et humaines seront nécessaires afin que les pays en développement soient en mesure de relever le défi du changement climatique tout en développant leur propre économie de façon durable. Pour en savoir plus, nous sommes allés à la rencontre de la commissaire à l'économie rurale et l'agriculture auprès de l'Union africaine.

ALM : Dans quel cadre êtes-vous présente aux Atlantic Dialogues ?

Josefa Sacko : Je suis au Maroc pour apporter ma contribution aux travaux des Atlantic Dialogues. A ce titre, j'ai participé au panel consacré au financement du climat dans le Sud où j'ai parlé de l'agriculture qui est le principal secteur touché par la dégradation du climat. J'ai donc participé pour partager notre expérience en Afrique et nos difficultés quant au financement des actions climatiques.

Quelles sont les difficultés que rencontre l'Afrique pour ce qui concerne le financement climatique ?

L'agriculture en Afrique est confrontée à de nombreux défis liés notamment aux changements climatiques. Actuellement, le problème c'est que l'Accord de Paris doit être mis en œuvre. Les pays doivent se conformer aux obligations sur lesquelles ils se sont engagés à Paris. Une fois cet accord appliqué on pourra se mettre d'accord pour trouver des solutions sur plusieurs aspects dont le financement, le programme d'adaptation de l'agriculture et l'atténuation tout en mettant en avant l'utilisation des énergies renouvelables. Mais pour surmonter les difficultés que rencontre l'Afrique à ce sujet, nous avons besoin de grands investissements, ce qui implique un financement extérieur. Donc tant que l'Accord de Paris n'est pas appliqué nous aurons toujours des difficultés dans la mise en œuvre de nos engagements nationaux. C'est-à-



de l'Accord de Paris tout simplement.

La femme africaine est très touchée par les changements climatiques. Que fait l'Union africaine justement pour apporter son appui à la femme rurale ?

Effectivement, quand on regarde au niveau rural ou bien dans les zones où les catastrophes se passent c'est la femme qui est la plus touchée et parfois les capacités de réponses ne sont pas au rendez-vous. La femme rurale est la plus affectée par les changements climatiques et nous devons absolument lui apporter l'appui nécessaire. C'est une préoccupation majeure pour l'Union africaine.

Tant que l'Accord de Paris n'est pas appliqué nous aurons toujours des difficultés dans la mise en œuvre de nos engagements nationaux. C'est-à-dire celles que nous avons prises par rapport à cet accord.

dire celles que nous avons prises par rapport à cet accord. Comme vous avez pu le constater, les négociations avaient pris beaucoup de temps lors de la COP24 à Katowice en Pologne.

Pourquoi y a-t-il eu autant de points de blocage pendant la COP24 ?

Les points de blocage relèvent du fait qu'on tarde à appliquer les engagements qu'on a nous-mêmes pris lors de l'Accord de Paris sur le climat qui a été conclu le 12 décembre 2015 à l'issue de la 21e Conférence des parties (COP 21) à la conven-

tion-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Donc, il y a un manque de volonté politique de la part de pays développés pour revitaliser le financement. Parce qu'il y a deux fonds qui ont été mis en place. Il y a le Fonds vert climat et le Fonds d'adaptation. Les fonds sont là mais le financement reste très timide par rapport à ce que nos objectifs prévoient. Nous avons des ambitions très grandes par rapport à l'adaptation mais on ne peut pas atteindre ces objectifs à ce rythme-là. Il faut qu'on accélère la mise en œuvre